



BUREAU COMMUNAUTAIRE

30 NOVEMBRE 2023

DECISION N° 2023-130-DB

Le trente novembre deux mille vingt-trois à 17h30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'Amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-quatre novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE (sauf 138)

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET (sauf 138), Michel PATTEE (présidence 138), Nicole MOISY (sauf 138), Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE (de 138 à 145), Grégory PIERRE (116 et 142 à 145), Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUAAULT (sauf 138), Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués : Sophie TUBIANA, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 118 à 138), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME (sauf 138), Gérard POLICE (de 116 à 137), Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON (de 116 à 138), Pierre de BOUTRAY, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (sauf 138), Jean-François MIGLIERINA

Absents(s) / Excusé(s) :

Jérôme HARRAULT, Sandrine LION, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Loïc BIDAULT, Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN, Alain BOISSONNOT, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Benoit LEDOUX, Gilles ROUSSILLAT, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sandrine LION à Jean-François MIGLIERINA, Thomas GUILMET à Gregory PIERRE (116 et de 142 à 145), Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 138), Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Arnel FROGET à Sylvie PRISSET (sauf 138), Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME (sauf 138), Gérard POLICE à Christian RUAAULT (de 139 à 145), Isabelle ISABELLON à Pierre de BOUTRAY (de 139 à 145)

Secrétaire de séance : Eric LEFIEVRE

	DB 116	DB 117	DB 118 à 137	DB 138	DB 139 à 141	DB 142 à 145
Membres en exercice	52	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27	27
Présents	36	35	36	30	33	34
Absents - Excusés	16	17	16	22	19	18
Pouvoirs	7	6	6	3	8	9
Votants	43	41	42	33	41	43

POSTE DE FACILITATEUR DES CLAUSES D'INSERTION - DEPOT DE DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA DREETS DEMANDE INITIALE ET NOUVELLE DEMANDE

Le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est un vaste territoire à prédominance rurale. De par sa taille, il est le deuxième plus grand territoire dans la région des Pays de la Loire. Il couvre une surface de 1 234 km², d'où ce problème de mobilité qui se pose avec acuité. Malgré la proximité de grands axes de transport, le Saumurois rencontre un certain nombre de difficultés liées à la faible desserte en transports en commun, aux difficultés à rejoindre les gares, et le temps de parcours très longs vers les pôles d'emplois extérieurs.

Le diagnostic de 2020 met en évidence que la zone d'emploi de Saumur figure parmi les territoires qui présentent, pour l'avenir, des risques sociaux de décrochage assez marqués. Près de 68% de la population âgée entre 18 à 24 ans n'est pas scolarisée.

Face au fort taux de chômage, au problème de mobilité, au faible niveau de qualification la population, au chômage de longue durée, les clauses sociales apparaissent comme une solution pour contribuer à réduire le chômage.

Les élus de la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire ont fait le choix de disposer d'un dispositif des clauses sociales d'insertion.

Au fil des années, le nombre d'heures d'insertion dans les marchés publics est passé de 860 heures d'insertion en 2009 à 144 500 heures d'insertion en 2021.

D'autre part, les clauses sociales constituent un levier des politiques d'inclusion dans l'emploi en participant à la construction de parcours d'insertion de qualité en réponse aux besoins de recrutement des métiers en tension sur le marché du travail. Elles répondent également aux obligations sociales des acheteurs publics et privés.

Le Plan National des Achats Durables PNAD 2022-2025 en posant un objectif de 30% de considération sociale dans la commande publique à l'horizon 2025, suppose de densifier la mise en œuvre des clauses sociales et de coordonner son déploiement sur les territoires.

Le recours aux facilitateurs est essentiel dans le pilotage des clauses : en amont de la commande (sensibilisation, définition du besoin et assistance juridique des acheteurs), pendant sa mise œuvre (partenariats territoriaux dans le cadre de l'ingénierie d'insertion des bénéficiaires et la sécurisation des parcours, accompagnement et aide au recrutement des entreprises soumissionnaires, suivi de la bonne exécution des heures d'insertion), et en aval (évaluation qualitative et quantitative).

Le coordinateur a un rôle pivot à l'échelle régionale pour animer le réseau des facilitateurs, promouvoir le dispositif des clauses sociales, analyser les besoins et les enjeux des territoires, et de contribuer à l'écosystème des acteurs des achats durables.

Le déploiement des clauses sociales requiert donc de nouveaux moyens alloués à l'intervention des facilitateurs et des coordinateurs. L'objectif d'augmentation du nombre de marchés possédant une clause sociale d'insertion implique l'augmentation du nombre et de la qualité de suivi des facilitateurs et une meilleure structuration de leurs réseaux.

La présente demande a ainsi pour objet de cofinancer le nouveau poste de facilitateur de clauses sociales pour l'année 2022-2023 et 2023-2024 selon les conditions financières suivantes :

- Le budget prévisionnel de l'opération conventionnée, consistant au financement d'un ETP de facilitateur s'élève à 49 955,03 Euros.
- L'Etat participe à hauteur d'un montant prévisionnel maximum de 34 968,50 euros (trente-quatre mille neuf cent soixante-huit euros et cinquante centimes) au financement de l'opération, soit 70% maximum du salaire chargé.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant l'intérêt de participer à la construction d'un parcours d'insertion pour les personnes les plus éloignées de l'emploi et de répondre aux besoins de recrutement des métiers en tension sur le marché du travail à travers les clauses sociales.

Considérant que le recours aux facilitateurs est essentiel pour le pilotage des clauses et répondre aux objectifs de déploiement des clauses sociales dans le cadre du Plan National des Achats Durables PNAD 2022-2025.

Considérant que pour conforter et renforcer du dispositif des clauses sociales, la Communauté d'Agglomération sollicite une aide financière pour le recrutement d'un facilitateur des clauses d'insertion pour les périodes de 2022/2023 et 2023/2024

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE SOLLICITER** auprès de la DREETS un co-financement pour le poste de facilitateur des clauses d'insertion pour la période 2022/2023 et 2023/2024
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président ou son représentant à signer les conventions à intervenir ainsi que tous les documents subséquents.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 42 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLASSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »